La taxe sur les produits et services n'est pas bien vue, mais elle est nécessaire - les Albertains de bonne foi reconnaîtront que cette taxe constitue le meilleur moyen de modifier un système qui est aujourd'hui très nuisible pour l'Alberta et le Canada. P.1.

Il est toujours difficile de remplacer une taxe cachée par une taxe visible. La taxe de vente actuelle est bien cachée. Beaucoup d'Albertains croient honnêtement qu'ils ne paient actuellement aucune taxe de vente. Or, en 1988, la taxe sur les ventes des fabricants perçue en Alberta a rapporté des recettes de plus de 1,3 milliard de dollars, soit 600 \$ pour chaque habitant de cette province. P.2.

Les commisions gouvernementales qui ont précédé ont rejeté la taxe sur les ventes des fabricants. Ils l'ont rejetée parce que c'est une taxe cachée sur les exportations canadiennes qui subventionne les industries étrangères qui essaient de nous faire concurrence dans notre propre pays. Ils l'ont rejetée parce qu'elle est pleine d'échappatoires qui nous obligent, vous et moi, à payer des impôts plus élevés dans d'autres domaines. P.3.

La taxe sur les produits et les services est une taxe de remplacement, et pas une nouvelle taxe. Elle remplace une taxe qui punit nos exportateurs par une taxe qui met nos exportateurs sur le même pied que leurs concurrents étrangers. Elle remplace une taxe qui avantage les étrangers qui tentent de percer notre marché par une taxe qui leur enlève cet avantage déloyal. Elle remplace une taxe pleine d'échappatoires par une taxe qui sera partagée équitablement et également entre tous les secteurs de l'économie et entre toutes les régions du pays. P.6.

En tant que gouvernement, il est fondamentalement irresponsable et déloyal de demander à nos citoyens de supporter le coût du renouveau économique si le gouvernement lui-même refuse d'assumer pleinement sa part du fardeau. P.7.

Fait no 1. En 1984, le gouvernement a dépensé, pour les programmes publics, 16 milliards \$ de plus que ce qu'il attendait en recettes. Ctte année, nous percevrons 9 milliards \$ de plus que ce que nous dépenserons. P.7.

Fait no 2. Les coûts de fonctionnement du gouvernement sont en fait aujourd'hui de 10 pour cent inférieurs à ce qu'ils étaient il y a 5 ans. P.7.